

- b) Le numéro SIREN ;
- c) Le logo de l'entreprise, à sa demande.

R. 8292-3

Décret n°2019-555 du 4 juin 2019 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

La durée de validité de la carte d'identification professionnelle d'un salarié est ainsi déterminée :

- 1° Pour les salariés des entreprises mentionnées au premier et au quatrième alinéa de l'article **R. 8291-1**, la durée de validité de la carte est celle du contrat de travail du salarié dans l'entreprise ou, en cas de succession de contrats, la durée totale de ces contrats ;
- 2° Pour les salariés intérimaires employés par une entreprise de travail temporaire établie en France, la durée de validité de la carte est de cinq ans ;
- 3° Pour les travailleurs détachés en France par une entreprise prestataire de services établie à l'étranger, y compris en qualité de travailleurs intérimaires, la durée de validité de la carte est celle de leur détachement.

R. 8292-4

Décret n°2016-175 du 22 février 2016 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le renouvellement de la carte d'identification professionnelle s'effectue à partir des déclarations prévues aux articles **R. 8293-1**, **R. 8293-2** et **R. 8293-3**.

### *Chapitre III : Déclaration des salariés et paiement de la carte*

#### *Section 1 : Employeurs établis en France*

R. 8293-1

Décret n°2019-555 du 4 juin 2019 - art. 4

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-Lors de l'embauche d'un salarié, l'employeur mentionné au premier et au quatrième alinéa de l'article **R. 8291-1** adresse une déclaration auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article **R. 8291-2**, afin d'obtenir une carte d'identification professionnelle.

La déclaration est accompagnée des renseignements mentionnés au 1° de l'article **R. 8292-1**, au 1° et 5° de l'article **R. 8292-2**, et au 1° et au 2° de l'article **R. 8295-2** et de la photographie d'identité du salarié. Cette déclaration est effectuée par voie dématérialisée sur un site internet dédié de l'union des caisses mentionnée à l'article **R. 8291-2**.

II.-Pour les salariés intérimaires ne disposant pas d'une carte en cours de validité au début de la mission, l'entreprise de travail temporaire adresse une déclaration auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article **R. 8291-2**, afin d'obtenir une carte d'identification professionnelle.

La déclaration est accompagnée des renseignements mentionnés au 1° de l'article **R. 8292-1**, au 2° de l'article **R. 8292-2** et à l'article **R. 8295-2** et de la photographie d'identité du salarié.

Cette déclaration est effectuée par voie dématérialisée sur un site internet dédié de l'union des caisses mentionnée à l'article **R. 8291-2**.